



Le Saint-Siège

VOYAGE APOSTOLIQUE DU PAPE FRANÇOIS EN ÉGYPTÉ

(28-29 AVRIL 2017)

CONFÉRENCE DE PRESSE DU SAINT-PÈRE AU COURS DU VOL DE RETOUR DE L'ÉGYPTE

Vol papal

Samedi 29 avril 2017

[Multimédia]

Au cours du vol de retour vers Rome du voyage en Egypte, samedi 29 avril, le Pape François s'est entretenu comme de coutume avec les journalistes, en répondant à plusieurs questions. La rencontre a été introduite par le directeur de la salle de presse du Saint-Siège, M. Greg Burke, qui a remercié le Pape et l'a invité au micro. Avant d'écouter les questions, le Pape a voulu saluer et remercier les personnes présentes à travers les paroles suivantes: «Bonsoir! Je vous remercie pour votre travail, parce que cela a été 27 heures, je crois, d'intense travail. Merci beaucoup pour ce que vous avez fait. Merci. Et je suis à votre disposition».

[Paolo Rodari, «la Repubblica»]: Je voulais vous demander, à propos de votre rencontre d'hier avec le président Al Sissi: de quoi avez-vous parlé, avez-vous évoqué les thèmes des droits humains et, en particulier, avez-vous eu l'occasion de parler de l'affaire Giulio Regeni, et si, selon vous, il sera possible de connaître la vérité à ce sujet.

A ce propos, je donnerai une réponse générale pour arriver au particulier. Généralement, quand je suis avec un chef d'Etat, en dialogue privé, celui-ci reste privé. A moins que, d'un commun accord, l'on ne dise: «Ce que nous disons sur ce sujet sera rendu public». Au cours de ce voyage, j'ai eu quatre entretiens privés: avec le grand imam d'Al-Azhar, avec le président Al-Sissi, avec le patriarche Tawadros et avec le patriarche Ibrahim; et je crois que, si le dialogue est privé, par

respect, il faut maintenir la confidentialité. Il est confidentiel. Puis il y a la question à propos de Giulio Regeni. Je suis préoccupé. Du Saint-Siège, je me suis prodigué sur ce thème, parce que les parents aussi me l'ont demandé; le Saint-Siège s'est prodigué. Je ne dirais pas comment ni où, mais nous nous sommes prodigués.

[Darío Menor Torres, «El Correo»] Vous avez dit hier que la paix, la prospérité et le développement méritent tous les sacrifices, et vous avez ensuite souligné l'importance du respect des droits inaliénables de l'homme. Est-ce que cela est un soutien au gouvernement égyptien, une reconnaissance de son rôle au Moyen-Orient, pour la façon dont il essaie de défendre les chrétiens en dépit des garanties démocratiques insuffisantes?

Non, non. Il faut les interpréter de façon littérale comme des valeurs en soi. J'ai dit cela: défendre la paix, défendre l'harmonie des peuples, défendre l'égalité des citoyens, quelle que soit la religion qu'ils professent, sont des valeurs. J'ai parlé des valeurs. Si un gouvernement défend l'une ou l'autre [de ces valeurs], c'est un autre problème. J'ai accompli dix-huit visites dans de nombreux pays. Parfois, j'ai entendu: «En allant là, le Pape donne son soutien à tel gouvernement...». Parce qu'un gouvernement a toujours ses faiblesses ou ses adversaires politiques, les uns disent une chose, les autres une autre... Moi, je ne m'en mêle pas. Je parle des valeurs, et que chacun voit et juge si ce gouvernement ou cet Etat, tel ou tel autre, promeut ces valeurs.

[Darío Menor Torres]: Avez-vous encore le désir de visiter les Pyramides?

Mais tu sais que ce matin, à six heures, mes deux assistants sont allés visiter les Pyramides?

Ah oui? Auriez-vous aimé aller avec eux?

Oui, vraiment, oui...

[Virginie Riva, «Radio Europe 1»]: Les catholiques français, en cette période, sont tentés par le vote populiste ou extrême, ils sont divisés et désorientés. Quels peuvent être les éléments de discernement que vous pourriez donner à ces électeurs catholiques?

Très bien. Il y a une dimension de «populisme» — entre guillemets, parce que vous savez que pour ma part, j'ai dû réapprendre ce terme en Europe, parce qu'en Amérique latine, il a une autre signification —. Il y a le problème de l'Europe et il y a le problème de l'Union européenne. Ce que j'ai dit sur l'Europe, je ne le répéterai pas ici: j'en ai parlé quatre fois: deux fois à Strasbourg, une fois au prix Charlemagne, et au début de la commémoration du 60e anniversaire [des Traités de Rome]. Il y a là tout ce que j'ai dit sur l'Europe. Chaque pays est libre de faire les choix qu'il considère opportuns en la matière; je ne peux pas juger s'il fait ce choix pour une raison ou pour une autre, parce que je ne connais pas la politique intérieure. Il est vrai que l'Europe court le danger de se dissoudre, cela est vrai. Je l'ai dit de façon délicate à Strasbourg, je l'ai dit plus

fortement au prix Charlemagne, et dernièrement sans nuances. Sur ce sujet, nous devons uniquement méditer: l'Europe qui va de l'Atlantique à l'Oural... Il y a un problème qui fait peur à l'Europe et qui alimente peut-être les populismes: le problème des migrations. Cela est vrai. Mais n'oublions pas que l'Europe a été faite par les migrants: des siècles et des siècles de migrants... C'est nous! Mais c'est un problème qui doit être bien étudié; et il faut aussi respecter les opinions, les opinions honnêtes d'un débat politique avec une majuscule, grande: une grande Politique, pas la petite politique du pays qui finit ensuite par tomber [parce qu'inefficace]. En ce qui concerne la France: je dis la vérité, je ne comprends pas la politique intérieure française. J'ai cherché à avoir de bonnes relations, aussi avec le président actuel, avec lequel il y a eu un contentieux autrefois mais après, j'ai pu parler clairement sur les choses, en respectant son opinion... Je ne connais pas l'histoire des deux candidats politiques [Marine Le Pen et Emmanuel Macron], je ne sais pas d'où ils viennent... Oui, je sais que l'une est la représentante de la droite forte, mais je ne sais vraiment pas d'où vient l'autre. C'est pourquoi je ne peux pas donner d'opinion claire sur la France. Mais, en parlant des catholiques: ici, en Egypte, au cours de l'un des rassemblements, alors que je saluais les gens, quelqu'un m'a demandé: «Pourquoi ne voyez-vous pas les choses en grand en ce qui concerne la politique?» — «Que voulez-vous dire?». Et il m'a dit, comme pour demander de l'aide: «Créer un parti pour les catholiques». Ce monsieur est bien bon, mais il vit au siècle dernier! En ce qui concerne les populismes, ils ont un rapport avec les migrants, mais cela ne fait pas partie du cadre de ce voyage. S'il y a du temps, je peux revenir sur la question. S'il y a du temps, j'y reviendrai.

[Vera Shcherbakova, «Itar-Tass»]: Quelles sont les perspectives des relations avec les orthodoxes — évidemment russes mais également, hier, dans la déclaration commune avec le patriarche copte orthodoxe —, il y a la date de la Pâque commune, et l'on parle également de la reconnaissance du baptême... A quel point en sommes-nous? Et une autre chose: comment jugez-vous les relations entre le Vatican et la Russie, comme Etat, notamment à la lumière de la défense des valeurs des chrétiens du Moyen-Orient, surtout en Syrie?

Christòs anèsti! [Le Christ est ressuscité] Avec les orthodoxes, j'ai toujours eu une grande amitié, déjà à Buenos Aires. Par exemple, chaque 6 janvier, j'allais aux vêpres, dans votre cathédrale, chez le patriarche Platon — qui à présent est dans la zone de l'Ukraine, il est archevêque —: 2h40 de prière dans une langue que je ne comprenais pas, mais on pouvait bien prier! Puis le dîner avec la communauté, trois cents personnes, un dîner de la veillée de Noël — pas le dîner de Noël, la veillée — on ne pouvait pas encore manger de produits laitiers ni de viande, mais c'était un beau dîner... Puis la tombola, la loterie... de l'amitié. Les autres orthodoxes aussi. Parfois, ils avaient besoin d'une aide juridique: ils venaient à la Curie catholique, parce que ce sont de petites communautés, et ils allaient voir les avocats... J'ai toujours eu une relation fraternelle: nous sommes des Eglises-sœurs. Avec Tawadros, j'entretiens une amitié spéciale: pour moi, c'est un grand homme de Dieu. Tawadros est un patriarche, un Pape qui conduira de l'avant l'Eglise, le nom de Jésus... Il a un grand zèle apostolique. C'est l'un des plus — permettez-moi le terme, mais entre guillemets — «fanatiques» sur le fait de trouver une date fixe pour Pâques. Moi aussi,

mais... nous cherchons la façon. Il dit: «Luttons, luttons!». C'est un homme de Dieu. C'est un homme qui, quand il était évêque, loin de l'Egypte, allait donner à manger aux personnes avec un handicap; c'est un homme qui a été envoyé dans un diocèse avec cinq églises, et il en a laissé vingt-cinq, je ne sais pas combien de familles chrétiennes, avec le zèle apostolique. Et tu sais comment se déroule l'élection entre eux: on en cherche trois, on les choisit, puis on met les noms dans un sac, on appelle un enfant, on lui bande les yeux, et l'enfant tire au sort le nom... Et c'est là qu'est le Seigneur! C'est de toute évidence un grand patriarche. L'unité du baptême va de l'avant. La faute, sur le baptême, est une chose historique, parce qu'aux temps des premiers Conciles, il était commun. Puis, comme les chrétiens coptes baptisaient les enfants dans les sanctuaires, quand ces derniers voulaient se marier et qu'ils venaient chez nous parce qu'ils se mariaient avec une catholique, on leur demandait quelque chose qui fasse foi et ils ne l'avaient pas, et l'on célébrait le baptême sous condition: ainsi, c'est nous qui avons commencé, pas eux. Mais à présent, on a ouvert la porte et nous sommes sur la bonne voie en ce qui concerne ce problème, pour pouvoir le surmonter. Dans la déclaration commune, l'avant-dernier paragraphe parle de cela.

Les orthodoxes russes reconnaissent notre baptême, et nous reconnaissons leur baptême. J'étais très ami de l'évêque des russes à Buenos Aires. Avec les Géorgiens aussi, par exemple. Le patriarche des Géorgiens est un homme de Dieu, Elie II, c'est un mystique! Et nous, catholiques, devons apprendre aussi de cette tradition mystique des Eglises orthodoxes. Au cours de ce voyage, nous avons eu une rencontre œcuménique: il y avait aussi le patriarche Bartholomée, il y avait le patriarche grec-orthodoxe, puis il y avait les autres chrétiens: les anglicans, et aussi le secrétaire du Conseil œcuménique des Eglises de Genève... Tout ce qui fait l'œcuménisme est en chemin. L'œcuménisme se fait en chemin, avec les œuvres de charité, avec l'engagement d'aider, de faire les choses ensemble quand on peut les faire ensemble... Il n'existe pas d'œcuménisme statique. Il est vrai que les théologiens doivent étudier et se mettre d'accord, mais cela ne pourra pas être mené à terme si l'on ne marche pas. «Que pouvons-nous faire à présent?». Nous faisons ce que nous pouvons faire: prier ensemble, travailler ensemble, faire des œuvres de charités ensemble... Mais ensemble! Et cela est aller de l'avant. Les relations avec le patriarche Cyrille sont bonnes. L'archevêque Hilarion est également venu plusieurs fois parler avec moi, et nous avons de bonnes relations.

[Vera Shcherbakova]: Et avec l'Etat russe? Les chrétiens, les valeurs communes?

Oui, je sais que l'Etat russe parle de cela, de la défense des chrétiens du Moyen-Orient. Cela, je le sais, et je crois que c'est une bonne chose, de parler, de combattre la persécution. Aujourd'hui, il y a plus de martyrs qu'au cours des premiers siècles, au Moyen-Orient surtout.

[Philip Pullella, «Reuters»]: Vous avez parlé hier, dans le premier discours, du danger d'actions unilatérales et du fait que tous doivent être des constructeurs de paix. Vous avez beaucoup parlé de la «troisième guerre mondiale par morceaux». Mais il semble qu'aujourd'hui, cette peur et cette

anxiété se soient concentrées sur ce qui se passe autour de la Corée du Nord.

Oui, c'est le point central...

[Philip Pullella]: Alors, si vous rencontrez le président Trump, mais également d'autres personnes, que voulez-vous dire à ces dirigeants qui ont la responsabilité de l'avenir de l'humanité?

Moi, je les appelle. Je les appelle et je les appellerai, comme j'ai appelé les dirigeants de divers lieux, à un travail pour résoudre les problèmes par la voie de la diplomatie. Et il y a des médiateurs — il y en a beaucoup dans le monde —, il y a des médiateurs qui se présentent: il y a des pays comme la Norvège, par exemple; personne ne peut accuser la Norvège d'être un pays dictatorial; elle est toujours prête à aider... Pour citer un exemple, mais il y en a de nombreux... Mais la voie est la voie de la négociation, la voie de la solution diplomatique. Cette «guerre mondiale par morceaux», dont je parle depuis deux ans, plus ou moins, est «par morceaux», mais les morceaux se sont élargis, et ils se sont aussi concentrés. Ils se sont concentrés dans des points qui étaient déjà «chauds», parce que cet épisode des missiles de la Corée dure depuis un an, mais à présent il semble que la situation se soit trop surchauffée. J'appelle toujours à résoudre les problèmes par la voie diplomatique, par la négociation... Parce que l'avenir de l'humanité est en jeu. Aujourd'hui, une guerre élargie détruirait, je ne dis pas la moitié de l'humanité, mais une bonne partie de l'humanité et de la culture... tout, tout. Ce serait terrible. Je crois qu'aujourd'hui, l'humanité ne serait pas capable de le supporter. Mais regardons ces pays qui souffrent d'une guerre en leur sein, et où sont allumés des feux de guerre: le Moyen-Orient, par exemple, mais aussi l'Afrique... le Yémen... Arrêtons-nous! Cherchons, cherchons une solution diplomatique. Et sur ce point, je crois que les Nations unies ont le devoir de reprendre un peu leur leadership, parce qu'il s'est affaibli: il s'est un peu affaibli.

[Philip Pullella]: Voulez-vous rencontrer le président Trump quand il viendra en Europe? Une demande a-t-elle été faite pour cette rencontre?

Je n'ai pas encore été informé par la secrétairerie d'Etat qu'une demande a été faite; mais je reçois chaque chef d'Etat qui demande audience.

[Antonio Pelayo, «Antena 3», en espagnol]: Dernièrement, la situation a dégénéré de manière grave au Vénézuéla, il y a eu de nombreux morts. Je voudrais vous demander si le Saint-Siège — et vous personnellement — pensez relancer une action, une intervention pacificatrice, et quelle forme pourrait prendre cette action.

[en espagnol] Il y a eu une intervention du Saint-Siège suite à la forte demande des quatre présidents qui étaient en train de travailler comme médiateurs et... elle n'a pas fonctionné. Elle n'a pas fonctionné parce que les propositions n'étaient pas acceptées, ou étaient édulcorées, ou étaient un «oui, oui mais non, non»... Nous connaissons tous la situation difficile du Vénézuéla,

qui est un pays que j'aime beaucoup. Je sais qu'à présent on insiste, je ne sais pas bien qui — je crois les quatre présidents — pour relancer cette médiation, et ils sont en train de chercher le lieu. Je crois que cette fois-ci, cela doit avoir lieu avec des conditions. Des conditions très claires. Une partie de l'opposition ne veut pas cela, parce que, c'est étrange, mais cette même opposition est divisée. D'autre part, il semblerait que les conflits s'aggravent de plus en plus. Mais quelque chose est en train de bouger. Quelque chose est en train de bouger, j'en ai été informé, mais il n'y a encore rien de concret. Alors tout ce que l'on peut faire pour le Vénézuéla doit être fait. Avec les garanties nécessaires. Autrement, on joue au tin tin pirulero [«sauter d'une chose à l'autre»] et cela ne va pas bien ainsi. Merci.

[Jörg Bremer, «Frankfurter Allgemeine»]: Il y a quelques jours, vous avez parlé sur le thème des réfugiés en Grèce, à Lesbos, et vous avez utilisé le terme de «camps de concentration», parce qu'il y a trop de personnes à l'intérieur. Pour nous, Allemands, il s'agit bien évidemment d'un terme très, très sérieux et très proche de celui de «camp d'extermination». Certains disent que vous avez fait un «lapsus linguae»: qu'entendiez-vous dire?

Premièrement, vous devez bien lire tout ce que j'ai dit. J'ai dit que les plus généreux en Europe étaient l'Italie et la Grèce: ils l'ont été, c'est vrai, ce sont les plus proches de la Libye et de la Syrie... A propos de l'Allemagne, j'ai toujours admiré sa capacité d'intégration. Quand j'étudiais là-bas, il y avait beaucoup de Turcs, intégrés, à Francfort, beaucoup, intégrés, et ils menaient une vie normale. Cela n'a pas été un *lapsus linguae*: il y a des camps de réfugiés qui sont de véritables camps de concentration. Il y en a peut-être quelques-uns en Italie, quelques-uns ailleurs... en Allemagne non, c'est certain. Mais pensez-y: que font les personnes qui sont enfermées dans un camp et qui ne peuvent pas en sortir? Pensez à ce qui est arrivé dans le Nord de l'Europe, quand ils voulaient traverser la mer pour aller en Angleterre: ils sont enfermés à l'intérieur! Cela m'a fait sourire — et cela reflète un peu la culture italienne — cela m'a fait sourire de savoir que dans un camp de réfugiés en Sicile — c'est le délégué de l'action catholique du diocèse d'Agrigente qui me l'a raconté — là, dans la région, il y a deux ou trois de ces camps, je ne sais pas de quel diocèse; les autorités de la ville où se trouve le camp ont parlé aux personnes du camp de réfugiés et elles ont dit: «Pour vous, rester là-dedans fera du mal à votre santé mentale; vous devez sortir. Mais, s'il vous plaît, ne faites pas de mauvaises choses. Nous ne pouvons pas ouvrir la porte, mais nous avons fait un trou sur l'arrière. Vous sortez, vous faites une belle promenade...». Et ainsi, des relations se sont créées avec les habitants de ce petit village, de bonnes relations... Ce ne sont pas des délinquants, ce ne sont pas des criminels. Mais le seul fait d'être enfermés, sans rien faire, c'est un *lager*, non? Mais cela n'a rien à voir avec l'Allemagne, non, non. Merci.

Merci à vous pour ce travail que vous accomplissez et qui aide tant de gens. Vous n'imaginez pas le bien que vous pouvez faire avec vos chroniques, avec vos articles, avec vos pensées... Nous devons aider les gens et aider également la communication, pour que la communication et également la presse nous conduise aux bonnes choses et ne nous conduise pas à des

égarements qui ne nous aident pas. Merci beaucoup, merci beaucoup. Et bon dîner. Et priez pour moi!